



## CHAPITRE 146

Loi des maîtres électriciens de la province  
de Québec

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

## CHAPTER 146

Master Electricians of the Province of  
Quebec Act

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que MM. Lucien Tremblay, Roland Perron, Jean Clermont, Gaston St-Amour, Onézime Dépatie, Gérard Forget, M.-J. Forest, G.-E. Galipeau, Félix Guibert, Olitor Ménard, Fernand Lefebvre, R. Bouvrette, N. Roméo, W. P. Lavertue, P. McGuaig, H.-J. Le Roux, A. D. Ross, C. H. Simpkin, H. M. Linton, D. B. McRae, G. A. Weis, tous entrepreneurs électriciens de la cité de Montréal; G. A. Mercier, entrepreneur électricien de la cité de Québec, Lucien Ducharme, Chs.-E. Lamothe, entrepreneurs-électriciens de la cité de Trois-Rivières, E. Desjardins, entrepreneur électricien de la cité de Hull, John Nault, Jr., entrepreneur électricien de Victoriaville, Origène Bolduc, entrepreneur électricien de Drummondville, Donat Piette, entrepreneur électricien de Joliette, J.-Isidore Barrette, entrepreneur électricien de Chicoutimi, Cecil H. Lane, entrepreneur électricien des Laurentides, Léon Caron, entrepreneur électricien de Rimouski, Roland Morin, entrepreneur électricien de Rivière-du-Loup, René Samson, entrepreneur électricien de Montmagny, Marcel Paquette, entrepreneur électricien de Sherbrooke, H. Bertrand, entrepreneur électricien de Granby, J.-A. Tremblay, entrepreneur électricien de Bonaventure, François Ricard, entrepreneur électricien du Nord-Ouest du Québec, René Lapointe, Jean Parenteau, Roger Valois, entrepreneurs électriciens de Sorel, Henri Daigle,

**W**HEREAS Messrs. Lucien Tremblay, Roland Perron, Jean Clermont, Gaston St-Amour, Onézime Dépatie, Gérard Forget, M. J. Forest, G. E. Galipeau, Félix Guibert, Olitor Ménard, Fernand Lefebvre, R. Bouvrette, N. Roméo, W. P. Lavertue, P. McGuaig, H. J. Leroux, A. D. Ross, C. H. Simpkin, H. M. Linton, D. B. McRae, G. A. Weis, all contracting electricians of the city of Montreal; G. A. Mercier, contracting electrician of the city of Quebec, Lucien Ducharme, Chas. E. Lamothe, contracting electricians of the city of Trois-Rivières, E. Desjardins contracting electrician of the city of Hull, John Nault, Jr., contracting electrician of Victoriaville, Origène Bolduc, contracting electrician of Drummondville, Donat Piette, contracting electrician of Joliette, J. Isidore Barrette, contracting electrician of Chicoutimi; Cecil H. Lane, contracting electrician of des Laurentides, Léon Caron, contracting electrician of Rimouski; Roland Morin, contracting electrician of Rivière-du-Loup; René Samson, contracting electrician of Montmagny, Marcel Paquette, contracting electrician of Sherbrooke, H. Bertrand, contracting electrician of Granby; J. A. Tremblay, contracting electrician of Bonaventure; François Ricard, contracting electrician of the North West of Quebec; René Lapointe, Jean Parenteau, Roger Valois, contracting electricians of Sorel; Henri Daigle, Gérard Gaucher, contracting electricians

Gérard Gaucher, entrepreneurs électriciens de Chambly, Armand Malo, André Vincent, Léo Carrière, entrepreneurs électriciens de Richelieu, tous entrepreneurs électriciens de la Province de Québec, ont, par leur pétition, représenté que la création d'une corporation des entrepreneurs électriciens de la province de Québec serait à propos et avantageuse pour ces derniers et pour le public en général;

Attendu qu'ils ont demandé à être avec d'autres constitués en corporation avec les pouvoirs ci-après mentionnés;

Attendu que la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172) et amendements a été adoptée par le gouvernement de cette province prévoyant une certaine réglementation et un certain contrôle de l'exercice du métier de maîtres électriciens et entrepreneurs électriciens dans la province de Québec;

Attendu que la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 170), de même que la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 175) ont été adoptées par le gouvernement de cette province, et que les entrepreneurs électriciens sont tenus de se conformer à ces lois;

Attendu que de nombreux règlements provinciaux ont été adoptés sous l'empire desdites lois et contiennent des dispositions relatives à l'exercice du métier d'entrepreneur électricien dans la province de Québec;

Attendu que, tant pour les fins d'examen que de l'exercice du métier, les entrepreneurs électriciens dans la province de Québec sont tenus de se conformer et de suivre les prescriptions du Code de l'électricité, sous réserve des dérogations autorisées par le ministre;

Attendu qu'il ressort de l'adoption de ces différents règlements et lois ainsi que dudit code, que l'exercice du métier d'entrepreneur électricien affecte directement la sécurité publique dans cette province;

Attendu qu'il n'existe aucune loi de nature à grouper les entrepreneurs électriciens de la province de Québec en une corporation qui les aidera et les entraînera à répondre aux exigences des lois existantes et du public en général;

of Chambly; Armand Malo, André Vincent, Léo Carrière, contracting electricians of Richelieu, all contracting electricians of the Province of Quebec, have, by their petition, represented that the creating of a corporation of contracting electricians of the Province of Quebec would be expedient and advantageous for the latter and for the public in general;

Whereas they have prayed to be, with others, incorporated with the powers hereinafter mentioned;

Whereas the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 172) and amendments has been enacted by the Government of this Province to provide for a certain control and regulation in the carrying on of the trade of master electricians and contracting electricians in the Province of Quebec;

Whereas the Quebec Public Building Safety Act (Revised Statutes, 1941, chapter 170) as well as the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes, 1941, chapter 175) have been enacted by the Government of this Province, and contracting electricians have to comply with these acts;

Whereas numerous provincial regulations have been adopted under the authority of the said acts and contain provisions relative to the carrying on of the trade of contracting electrician in the Province of Quebec;

Whereas both for examination purposes and for the carrying on of the trade, the contracting electricians in the Province of Quebec are bound to comply with and follow the provisions of the Electrical Code under reserve of the derogations authorized by the Minister;

Whereas it appears from the adoption of these various acts and regulations and the said Code that the carrying on of the trade of contracting electrician has a direct bearing on public security in this Province;

Whereas there is no law in existence of such a nature as to group the contracting electricians of the Province of Quebec in a corporation to help and to train them to conform to the requirements of existing laws and of the public in general;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande des pétitionnaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**Titre.** 1. La présente loi peut être citée sous le nom de la *Loi des maîtres électriciens de la province de Québec*.

**Interprétation:** 2. Dans la présente loi les mots et expression suivants, à moins que ce ne soit incompatible avec le contexte, doivent être interprétés comme suit:

"ministre"; 1° Le mot "ministre" désigne le ministre du travail de la province de Québec;

"Code"; 2° "Code" désigne le code de l'électricité appliqué dans et par la province de Québec;

"La corporation"; 3° "la corporation" signifie la corporation des maîtres électriciens de la province de Québec;

"conseil"; 4° "conseil" signifie le conseil provincial d'administration de la Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec;

"membre de la corporation"; 5° "membre de la corporation" signifie les personnes qui, le ou avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ont exercé le métier d'entrepreneur électricien dans la province de Québec conformément à la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172) et amendements, et, qui, dans les huit mois suivant ladite date ont produit une demande écrite à cette fin au conseil et obtenu à cet effet le certificat de la corporation, et celles qui à l'avenir seraient admises membres de la corporation conformément à l'article 5 de la présente loi.

Personnes autorisées à continuer leurs opérations. Les personnes qui, avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, faisaient l'une quelconque des installations électriques à l'état habituel et commercial sans être requis d'obtenir l'une des licences prévues par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172) pourront dans le délai ci-dessus prévu adresser une demande écrite à la corporation, et obtenir de continuer leurs opérations dans les

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioners;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as the *Master Electricians of the Province of Quebec Act*.

**2.** In this act, the following words and expressions, unless incompatible with the context, shall be interpreted as follows:

1. the word "Minister" designates the "Minister of Labour of the Province of Quebec";

2. "Code" designates the electrical code "Code"; applied in and by the Province of Quebec;

3. "the corporation" means the Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec;

4. "council" means the provincial council of administration of the Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec;

5. "member of the corporation" means those persons who, on or before the coming into force of this act, have carried on the trade of master electrician in the Province of Quebec, in conformity with the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 172) and amendments and who, within the eight months following the said date have filed a written application to that effect with the council, and have obtained the certificate of the corporation accordingly, and such persons as shall be admitted as members of the corporation in the future in conformity with section 5 of this act.

Persons who, before the date of the coming into force of this act, habitually and in the course of business made any electrical installations without being required to obtain one of the licenses provided for by the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 172) may within the delay hereinabove provided make written request to the corporation, and obtain leave to continue their operations within the same limits

mêmes limites qu'antérieurement, et ils devront, pour le surplus, se conformer aux règlements de la corporation;

6° "installations électriques" signifient et comprennent:

a) les installations électriques, les installations d'appareillage électrique, suivant la définition que le Code de l'électricité, 5e édition, approuvé par le bureau des examinateurs de la province, donne à chacun de ces termes;

b) les installations pour fins d'éclairage électrique, de chauffage électrique, de force motrice électrique;

c) les installations de tout système usant de conducteurs électriques, quelle qu'en soit la tension, incluant tous conduits et conduites, qu'ils soient métalliques ou non, flexibles ou rigides;

d) toute installation régie par le Code de l'électricité qui à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sera choisi par le Bureau des examinateurs et accepté par le ministre du travail, en tenant compte des modifications, additions et restrictions apportées par ce dernier.

Y compris dans tous les cas, les fils, câbles, conducteurs, accessoires, dispositifs, appareillage, montage, structures de bois, d'acier, ou montures de lignes, faisant partie ou étant reliés à l'installation elle-même;

7° "maître-électricien" signifie et comprend toute personne, compagnie, association ou corporation qui fait affaires comme entrepreneur électricien, qui prend à son compte, exécute des travaux d'installations électriques, que tels travaux soient exécutés gratuitement ou pour valeur, à l'heure, à la journée, ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement; les personnes qui détiennent la licence "A" ou la licence "B" selon le cas, ou toute autre classification ou catégorie de telles licences déterminée par les dispositions de la Loi concernant les électriciens et installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172), et amendements et règlements; mais ne comprend pas les personnes agissant comme compagnons électriciens ou sous l'autorité de la licence "E" au sens de ladite Loi concernant les électriciens et les installations électriques, actuellement en vigueur.

as before, beyond which they must comply with the regulations of the corporation;

6. "electrical installations" mean and include:

a. Electrical installations, installations of electrical apparatus, according to the definition which the Electrical Code, 5th edition, approved by the Board of Examiners of the Province, gives to each such term;

b. Installations for purposes of electric lighting, electric heating, electric motive power;

c. Installations of any system using electric conductors, whatever their tension, including all conduits and pipes, whether metallic or not, flexible or rigid;

d. Every installation governed by the Electrical Code which, on the date of the coming into force of this act, shall be chosen by the Board of Examiners and accepted by the Minister of Labour, taking into account the changes, additions and restrictions made by the latter.

Including, in every instance the wires, cables, conductors, accessories, appliances, equipment, fittings, structures of wood or steel or mountings for lines forming part of or connected with the installation itself;

7. "master electrician" means and includes any person, company, association or corporation doing business as contracting electrician, who undertakes on his or its own account and does electrical installations, whether such work be done free of charge or for their worth, by the hour, day, or for a lump sum, by verbal agreement, written contract or otherwise; persons holding license "A" or license "B", as the case may be, or any other classification or category of such licenses determined by the provisions of the Act respecting Electricians and Electrical Installations (Revised Statutes, 1941, chapter 172), and its amendments and regulations; but does not include persons acting as journeymen electricians or under the authority of licence "E" in the sense of the said Act respecting Electricians and Electrical Installations, actually in force.



- "distributeur d'électricité"; 8° "distributeur d'électricité" désigne toute personne, société ou corporation qui exploite une entreprise de production, de vente ou de distribution d'énergie électrique; 8. "electricity distributor" designates any person, partnership or corporation operating an undertaking for the production, sale or distribution of electric power;
- "personne". 9° "personne ou personnes" signifie et comprend tout individu ou toute association, société, compagnie ou corporation, ayant une existence légale. 9. "person" or "persons" means and includes any individual, association, partnership, company or corporation having a legal existence.
- Constitution. 3. La corporation est constituée sous le nom de "La Corporation des maîtres électriciens de la province de Québec". 3. The corporation is constituted under the name of "The Corporation of Master Electricians of the Province of Quebec". Incorporation.
- Siège social. 4. Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal ou à tout autre endroit de la province de Québec fixé par ses règlements après avis dans la *Gazette officielle de Québec*. 4. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal or in any other place of the Province of Quebec fixed by its regulations following notice in the *Quebec Official Gazette*. Corporate seat.
- Membres. 5. Toute personne, qui y étant assujettie, se serait conformée entièrement aux dispositions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172) et, en outre, se conformera aux conditions et dispositions de la présente loi et des règlements édictés par la corporation, pourra devenir membre de la corporation. 5. Any person who, being subject thereto, complies fully with the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 172) and, in addition, complies with the conditions and provisions of this act and the regulations made by the corporation, may become a member of the corporation. Members.
- Durée. 6. Les membres de la corporation seront membres tant et aussi longtemps qu'ils se conformeront à la présente loi et aux règlements de la corporation. 6. The members of the corporation shall remain members as long as they comply with this act and the regulations of the corporation. Duration.
- Non responsabilité. 7. Aucun membre ne sera en aucune manière tenu ou obligé de payer aucune dette ou réclamation due par la corporation au delà du montant de sa contribution ou cotisation non payée. 7. No member shall be bound or obliged in any way to pay any debt or claim due by the corporation beyond the amount of his unpaid contribution or assessment. No liability.
- Comité exécutif provisoire. 8. Les requérants seront les membres provisoires du conseil d'administration. A l'initiative de trois d'entre eux, une première assemblée sera convoquée sur avis écrit de dix jours pour procéder à la formation d'un comité exécutif provisoire en élisant parmi eux, un président, un premier vice-président, un second vice-président, un trésorier, un secrétaire et quatre directeurs. Ce comité exécutif administrera provisoirement les affaires de la corporation. Ce conseil provisoire et ce comité exécutif provisoire resteront en fonction jusqu'à leur remplacement 8. The petitioners shall be the provisional members of the council of administration. At the instance of three of them, a first meeting shall be called no ten day's written notice, to form a provisional executive committee by electing from among them a president, a first vice-president, a second vice-president, a treasurer, a secretary and four directors. Such executive committee shall provisionally administer the affairs of the corporation. Such provisional council and the provisional executive committee shall remain in office until replaced by the election of a Provisional executive committee.

par l'élection d'un conseil d'administration à l'assemblée générale de la corporation, laquelle devra être tenue dans les dix mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Pouvoirs  
du président.

Le président du comité exécutif provisoire aura le pouvoir de convoquer toute assemblée du conseil provisoire, et du comité exécutif provisoire par lettre ordinaire adressée aux membres.

Comité  
d'admissions.

9. Le comité exécutif provisoire formera parmi les requérants un comité de trois membres pour statuer sur les demandes d'admissions en vertu de l'article 2, paragraphe 4°. Ce comité devra statuer sur toutes les demandes d'admissions avant la tenue de la première assemblée générale de la corporation.

council of administration at the general meeting of the corporation, which shall be held within the ten months following the coming into force of this act.

The chairman of the provisional executive committee shall have the power to call any meeting of the provisional council and of the provisional executive committee by ordinary letter sent to the members.

Powers of  
chairman.

9. The provisional executive committee shall form from among the petitioners a committee of three members to decide upon requests for admission under section 2, paragraph 4. Such committee must decide all the requests for admission before the holding of the first general meeting of the corporation.

Committee for  
admissions.

#### OBJET

Buts.

10. Le but de la corporation est d'augmenter la compétence et l'habileté de ses membres en vue d'assurer au public une plus grande sécurité, de réglementer leur discipline et leur conduite dans le métier, de faciliter et d'encourager leurs études, de leur permettre de discuter les questions les intéressant, de définir d'une façon plus précise les qualités requises pour devenir maîtres électriciens, ainsi que les obligations de responsabilités de ce métier; enfin de rendre en général à ses membres tous les services dont ils peuvent avoir besoin.

#### OBJECT

10. The object of the corporation is to increase the proficiency and ability of its members so as to assure to the public greater security, to regulate their discipline and business conduct, to facilitate and promote their studies, to enable them to discuss questions of interest to them, to define more precisely the qualifications required to become master electricians, as well as the obligations and responsibilities of the trade, and finally to render to its members generally all the services they may need.

Objects.

#### POUVOIRS DE LA CORPORATION

Pouvoirs.

11. La corporation possède tous les pouvoirs nécessaires pour atteindre ses fins et plus généralement ceux qui peuvent être exercés par les corporations ordinaires et, sans limiter aucunement les termes généraux du présent article, elle pourra:

- a) ester en justice;
- b) acquérir et posséder tous biens meubles;
- c) acquérir et posséder des biens immobiliers dans la province de Québec;
- d) administrer, vendre, louer, échanger, céder tout ou partie de ses biens ou autrement en disposer;
- e) contracter des engagements ainsi qu'emprunter sur le crédit de la corpora-

#### POWERS OF THE CORPORATION

11. The corporation shall possess all the powers necessary to attain its objects and more generally those which may be exercised by ordinary corporations, and without in any manner limiting the general provisions of this section, it may:

- a. Appear before the courts;
- b. Acquire and possess any moveable property;
- c. Acquire and possess immoveable properties in the Province of Quebec;
- d. Administer, sell, rent, exchange or assign all or part of its property or otherwise dispose of it;
- e. Undertake obligations as well as borrow on the credit of the corporation;

Powers.

tion; hypothéquer, nantir et mettre en gage tout ou partie des biens de la corporation, mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, soit par acte d'hypothèque ou par acte de fidéicommiss ou de toute autre manière qu'elle jugera convenable, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs.

Droits et  
pouvoirs  
des mem-  
bres.

**12.** Subordonnement au chapitre 172 des Statuts refondus, 1941 et ses modifications, toute personne faisant partie de la corporation aura les droits et pouvoirs nécessaires pour accomplir les fonctions de maîtres électriciens et entrepreneurs électriciens dans la province de Québec, tels que décrits par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 172) et amendements, la Loi de la sécurité dans les édifices publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 170) et amendements, la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 175) et amendements et les règlements adoptés sous leur empire, et le Code de l'électricité approuvé par le Bureau des examinateurs de la province, conformément à l'article 32 du chapitre 172, Statuts refondus, 1941.

#### POUVOIRS DU CONSEIL

Pouvoirs  
du con-  
seil.

**13.** Le conseil de la corporation peut:  
a) en tout temps, faire, abroger, et modifier les règlements concernant l'administration de la corporation, la réalisation de ses objets, la conduite et la gestion de ses affaires à tous égards, les conditions d'exercice du métier, les qualifications, la compétence, l'admission, la cotisation, la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, les assemblées de la corporation, et du conseil, les avis, le quorum et la procédure en général de ses assemblées et la création de tous les comités que le conseil jugera nécessaires ou désirables; et chacun de ces comités aura et pourra exercer tous les droits et pouvoirs que le conseil pourra en tout temps lui déléguer; cependant, ces règlements, à moins qu'ils ne soient ratifiés dans l'intervalle à une assemblée générale de la corporation convoquée à cet effet, ne restent en vigueur que jusqu'à la prochaine assem-

hypothecate, mortgage and pledge all or part of the property of the corporation, moveable or immoveable, present or future, either by deed of hypothec or by trust deed or in any other manner it may deem expedient, to secure the payment of such debentures or other securities.

Rights  
and  
powers of  
members.

**12.** Subject to chapter 172 of the Revised Statutes, 1941 and its amendments, every member of the corporation shall have the rights and powers necessary to carry on the business of master electricians and contracting electricians in the Province of Quebec, as described in the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 172) and amendments, the Public Building Safety Act (Revised Statutes, 1941, chapter 170) and amendments, the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes, 1941, chapter 175) and amendments, and the regulations made thereunder, and the Electrical Code approved by the Board of examiners of the Province under section 32 of chapter 172 of the Revised Statutes, 1941.

#### POWERS OF THE COUNCIL

Powers of  
council.

**13.** The council of the corporation may:  
a. From time to time, make, repeal and amend regulations respecting the administration of the corporation, the realization of its objects, the management and conduct of its affairs in all respects, the conditions of carrying on the trade, the qualifications, competency, admission, assessment, discipline, suspension and expulsion of its members, the meetings of the corporation and of the council, the notices, quorum and general procedure of its meetings and the establishment of all such committees as the council may deem necessary or desirable; and each such committee shall have and may exercise all such rights and powers as may be delegated to it by the council from time to time; such regulations, however, unless ratified in the meantime at a general meeting of the corporation called for the purpose, shall remain in effect only until

blée annuelle de la corporation, et, s'ils n'y sont pas ratifiés, ils cessent, mais à partir de ce moment seulement d'être en vigueur;

b) diviser la province en sections pour les fins de l'application de la présente loi, créer pour chacune un conseil de section, déterminer par règlement la désignation, la juridiction territoriale, la composition, le mode d'élection des officiers, et généralement les pouvoirs, devoirs et attributions de ces conseils;

c) agir comme représentant de chacun ou d'un groupe de ses membres aux fins de négocier et signer en leur nom des conventions collectives de travail avec leurs employés, sauf le droit pour ses membres de s'opposer pour eux individuellement à cette représentation;

d) une copie de chaque règlement adopté par le conseil, ou par l'assemblée générale, doit être transmise sans délai par l'entremise du ministre au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer dans un délai de six mois, et tout règlement ainsi désavoué devient nul et sans effet à compter de la date à laquelle la corporation a été avisée de ce désaveu.

Conseil provincial d'administration.

**14.** Les affaires de la corporation seront administrées par un conseil d'administration appelé "Le Conseil provincial d'administration" formé d'officiers et d'un certain nombre de membres de la corporation, tel qu'il sera de temps à autre statué par les règlements du conseil; les fonctions et devoirs, qualités et qualifications de ces officiers et membres ainsi que la date et le mode de leur élection ou désignation, leur remplacement au cas de vacance, au cas de mort ou autrement, seront fixées par les règlements du conseil.

Décisions à la majorité.

**15.** Toutes les questions soumises aux assemblées de la corporation de même qu'aux assemblées du conseil seront décidées à la majorité des votes, sauf lorsqu'il en est autrement prescrit par la présente loi, chaque membre de la corporation ou du conseil ayant droit à un vote. Au cas d'égalité, le président de l'assemblée ou du conseil aura un vote prépondérant.

the next annual meeting of the corporation and, if not ratified thereat, shall cease, but from that time only, to be in force;

b. Divide the Province into sections for the purposes of the application of this act, establish a section council for each, determine by regulation the designation, the territorial jurisdiction, composition, mode of election of officers, and generally the powers, duties and functions of such section councils;

c. Act as the representative of any member or group of members, for the purpose of negotiating and signing in their name collective labour agreements with their employees, saving the right of its members to object for themselves individually to such representation;

d. A copy of each regulation made by the council, or by the general assembly, shall be transmitted without delay through the Minister to the Lieutenant-Governor in Council, who may disallow it within a period of six months, and every regulation so disallowed shall become null and void from the date on which the corporation was advised of such disallowance.

**14.** The business of the corporation shall be administered by a council of administration called "The Provincial Council of Administration" composed of officers and a certain number of members of the corporation, as shall from time to time be determined by the regulations of the council; the functions and duties, qualities and qualifications of such officers and members, as well as the date and manner of their election or designation, their replacement in the case of vacancies through death or otherwise, shall be determined by the regulations of the council.

Provincial council of administration.

**15.** All questions submitted to meetings of the corporation or to meetings of the council shall be decided by a majority of the votes cast, except when otherwise prescribed by this act, each member of the corporation or of the council being entitled to one vote. In the case of a tie, the chairman of the meeting or of the council shall have a casting vote.

Decisions by majority.



Excep-  
tions.

**16.** La présente loi ne s'applique pas:  
a) aux mines ni aux ateliers de traitement de minerais régis par la Loi des mines de Québec, (chapitre 196);

b) aux compagnies de téléphone, de télégraphe, dans l'exercice de leurs fonctions comme tels; aux distributeurs d'électricité et aux compagnies de chemins de fer utilisant la traction électrique; aux montages des fils dans le matériel roulant de chemin de fer;

c) aux travaux d'aviation et de marine faits sur les appareils mêmes;

d) à tout mécanicien de machines fixes portant un diplôme de première ou de deuxième classe pour l'exécution des travaux d'améliorations ou de réparations des moteurs et dynamos dans l'établissement où il est régulièrement employé;

e) aux travaux dans les stations électriques ou leurs succursales qui servent à la génération, la transformation ou la distribution d'un pouvoir électrique, soit par une corporation de services publics ou par un département municipal, ou par une coopérative d'électricité régie par l'Office de l'électrification rurale, lorsque le travail est fait par leurs employés sous le contrôle et la direction des officiers de ladite corporation, dudit service municipal, ou de la coopérative;

f) aux employés réguliers d'un établissement industriel, porteurs d'une licence prévue par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, pour les travaux électriques nécessaires ou utiles à l'établissement en question.

Sous ces restrictions nul ne pourra exercer le métier de maître électricien à moins qu'il ne soit membre de la corporation et en règle avec ses règlements.

Droits,  
etc. sauve-  
gardés.

**17.** La présente loi n'affecte pas les droits et privilèges conférés à la corporation des ingénieurs professionnels de Québec et à ses membres, en vertu de la Loi des ingénieurs professionnels (Statuts refondus, 1941, chapitre 270) et amendements.

Idem.

Rien dans la présente loi n'affecte les droits et prérogatives des membres de la Corporation des techniciens diplômés de la province de Québec et n'empêche le travail effectué par un technicien diplômé en vertu de la formation qui lui est donnée

Excep-  
tions.

**16.** This act shall not apply:  
a. To mines or to ore processing plants governed by the Quebec Mining Act (chapter 196);

b. To telephone or telegraph companies in the exercise of their functions as such; to electricity distributors and to railway companies using electrical traction; or to wiring in railway rolling stock;

c. To aviation and marine work done on the machines themselves;

d. To any stationary engineer holding a first or second class diploma, for the performance of improvement or repair work on motors and dynamos in the establishment where he is regularly employed;

e. To work in electrical stations of their branches used for generating, transforming or distributing electric power, either by a public service corporation or by a municipal department or by an electricity co-operative governed by the Rural Electrification Board, when the work is done by their employees under the control and direction of officers of such corporation, such municipal service, or of the co-operative.

f. To the regular employees of an industrial establishment, being holders of a licence provided by the Electricians and Electrical Installations Act, for electrical works necessary or useful to the said establishment.

Under such restrictions no person may carry on the trade of master electrician unless he is a member of the corporation and in good standing with the regulations.

Rights,  
etc. safe-  
guarded.

**17.** This act shall not affect the rights and privileges conferred on the Corporation of Professional Engineers of Quebec and its members, under the Professional Engineers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 270) and amendments.

Idem.

Nothing in this act shall affect the rights and prerogatives of the members of the Corporation of the Certified Technicians of the Province of Quebec and shall prevent work carried out by a certified technician in virtue of the training which

dans les écoles techniques régies par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63).

Licence.

**18.** Rien dans la présente loi n'empêche un membre de la corporation d'exercer son métier ou commerce au service d'une corporation avec le même privilège que s'il l'exerçait individuellement ou en société, pourvu toutefois que telle corporation obtienne une licence conformément aux prescriptions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques et conformément aux règlements et prescriptions de la présente loi.

Titre.

**19.** Seuls les membres de la corporation peuvent prendre, porter ou employer le titre ou se prévaloir du nom de maître électricien en français, et de Master Electrician en anglais, et mettre après leur nom les initiales M. El.

Commerces non affectés.

**20.** Rien dans la présente loi n'autorise la corporation à réglementer ni contrôler les prix des marchandises servant aux installations électriques, des contrats d'entreprises en électricité.

Actes dérogatoires.

**21.** Sont déclarés dérogatoires à l'honneur du métier les actes suivants, mais non limitativement, la corporation étant autorisée à faire de semblables définitions par règlements:

1° le fait d'avoir été convaincu devant un tribunal compétent de contravention et d'infraction aux prescriptions de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques, et aux règlements adoptés sous son empire;

2° le fait de frauder en connaissance de cause un client dans l'exécution d'un ouvrage ou d'un contrat.

#### POURSUITES ET PEINES

Infractions et peines.

**22.** Toute personne qui, n'étant pas membre de la corporation en règle avec ses règlements:

a) exerce dans la province de Québec comme maître-électricien;

b) contrevient à la présente loi;

c) laisse faussement croire ou entendre, fait faussement présumer, soit par un titre, soit par une qualité qu'elle assume,

he is given in the technical schools governed by the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63).

License.

**18.** Nothing in this act shall prevent a member of the corporation from carrying on his trade or business in the service of a corporation with the same privilege as if he were operating individually or in partnership provided, however, that such corporation shall obtain a license in conformity with the requirements of the Electricians and Electrical Installations Act, and in accordance with the regulations and provisions of this act.

Title.

**19.** Members of the corporation only may assume, bear or use the title or avail themselves of the name of "master electrician" in English or "maître électricien" in French, or place after their names the initials M.El.

Trade not affected.

**20.** Nothing in this act shall authorize the corporation to regulate or control the prices of merchandise used in electrical installations or of electrical contracts.

Acts derogatory.

**21.** The following acts are declared, but not limitatively, to be derogatory to the honour of the trade, the corporation being authorized to make similar definitions by regulation:

1. Being found guilty by a court of competent jurisdiction of violations and infractions of the provisions of the Electricians and Electrical Installations Act and of the regulations made thereunder;

2. Wilfully defrauding a customer in the performance of any work or of a contract.

#### PROSECUTIONS AND PENALTIES

Offences and penalties.

**22.** Any person who, not being a member in good standing of the corporation:

a. Carries on business in the Province of Quebec as a master electrician;

b. Infringes this act;

c. Falsely permits it to be believed or understood, or falsely causes it to be presumed, either by a title or by a quality

ou en faisant précéder ou suivre son nom de lettres ou de signes propres à laisser croire, ou de toute autre manière quelconque fait croire, qu'elle est autorisée à exercer le métier, ou se sert sans droit du nom de maître ou entrepreneur électricien, commet une infraction à la présente loi et encourt une amende de pas moins de cinquante dollars et de pas plus de cent dollars, pour une première infraction, de pas moins de cent dollars ni de pas plus de deux cents dollars pour toute infraction subséquente.

**Amendes.** **23.** Les amendes, imposées par la présente loi ou par les règlements que la corporation est autorisée à adopter, appartiennent à la corporation, et peuvent être recouvrées par elle seule par ses représentants autorisés devant tout juge de paix ou devant un juge des sessions de la paix ou devant une Cour de magistrat en matière civile, ayant juridiction dans la localité où l'offense a été commise ou dans la localité où la sommation ou la plainte est signifiée.

**Entrée en vigueur.** **24.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

which he assumes, or by placing before or after his name letters or signs of a nature to permit the belief, or in any other manner whatsoever gives use to the belief, that he is authorized to carry on the trade or who uses without right the name of master or contracting electrician, commits an infraction of this act and is liable to a fine of not less than fifty dollars nor more than one hundred dollars for a first offence and of not less than one hundred dollars nor more than two hundred dollars for each subsequent offence.

**23.** The fines imposed by this act or the regulations which the corporation is authorized to make, belong to the corporation and may be recovered by the latter only, by its authorized representatives, before any Justice of the Peace or before a judge of the Sessions of the Peace or before a Magistrate's Court in civil matters having jurisdiction in the locality where the offence was committed or in the locality where the summons or complaint is served.

**24.** This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming into force.**